

Intervention AFPS 59/62

Comité général des syndicats du Nord - Vendredi 13 janvier 2023 - L'Avenir - DUNKERQUE

Au nom de l'Association France Palestine Nord-Pas de Calais, je vous présente mes meilleurs vœux de santé et de victoires de nos combats communs.

Merci chers amis et camarades de donner à nouveau la parole à la solidarité avec la Palestine et à la résistance de ce peuple héroïque qui combat avec des pierres et quelques fusils, un Etat colonial, l'une des premières puissances militaires et nucléaires au monde.

Alors qu'il n'a fallu que quelques heures pour décider d'une pluie de sanctions économiques, diplomatiques, sportives, culturelles, etc contre la Russie, voilà **plus de 75 ans** qu'Israël bombarde, colonise, annexe, occupe, assassine, poursuit **en toute impunité** ce qu'elle a commencé il y a 75 ans, c'est à dire le nettoyage ethnique de la Palestine. Quelle sanction ? Aucune ! Combien de sanction ? Zéro !

Ce 2 poids 2 mesures montre bien à quel point la France et l'Union Européenne sont hypocrites et leur "paix" à géométrie plus que variable.

Pour notre association, le savoir est une arme essentielle pour comprendre la situation et être efficace dans notre soutien et notre solidarité avec le peuple palestinien, il nous faut donc rappeler sans cesse qu'en 1947/1948, au lendemain même de la victoire sur le nazisme, et alors que l'Occident proclamait "plus jamais ça", des milices terroristes de ces mêmes puissances occidentales, allaient chasser, détruire, bombarder, tout un peuple et sa terre pour la coloniser et s'y implanter. Après avoir expulsé et déporté près de 80 % de la population palestinienne de ses foyers et ses terres, le mouvement sioniste a proclamé, unilatéralement, la création d'un Etat, l'Etat sioniste d'Israël, l'Etat-nation du peuple juif, comme il est indiqué dans sa "Constitution" depuis 2018, et un Etat jusqu'à aujourd'hui sans aucune frontière définie. Cet Etat suprématiste reste basé sur le mythe d'un "peuple juif" (comme l'historien israélien Shlomo Sand l'a fort bien expliqué dans son ouvrage "Comment le peuple juif fut inventé"), et les concepts de "peuple élu" et "d'espace vital", concepts qui rappellent ceux de l'idéologie de cette "bête immonde" que fut le nazisme

Cet Etat hors la loi continue de se développer sur une économie de guerre, par le pillage des ressources des terres palestiniennes et par l'exploitation d'une main d'œuvre palestinienne sous occupation militaire depuis 75 ans.

2 millions d'êtres humains survivent et résistent toujours dans le camp de concentration de Gaza assiégée depuis 2006, Gaza régulièrement bombardée, les paysans, les pêcheurs, les femmes comme les enfants assassinés par les escadrons de la mort de cette armée israélienne composée d'un millier de franco-israéliens, un millier de criminels de guerre, que l'Etat français protège.

Le projet sioniste de créer une colonie de peuplement en chassant le peuple palestinien de sa terre est évidemment un projet politique, un projet impérialiste, aucunement religieux, les fondateurs de cette idéologie étant eux-mêmes laïcs.

Assassinats quotidiens d'enfants, d'hommes, de femmes, abattus sciemment, par des colons ou des soldats de l'occupation, de balles dans le dos, dans le cou, dans la tête, raids quotidiens dans des camps de réfugiés, invasion de maisons en pleine nuit par des hordes de soldats de l'occupation, emprisonnement de près de 5000 prisonniers politiques palestiniens, dont des centaines d'enfants, montrent combien, depuis sa création en 1948, Israël se fiche bien des "droits humains" et du "droit international", quel que soient ses dirigeants, d'hier à aujourd'hui.

La France et Israël sont politiquement, historiquement, liés, jumelés pourrait-on dire, ils sont et ont toujours été les meilleurs amis du monde que ce soit avec le Netanyahou d'hier ou celui d'aujourd'hui. Avec Macron, Hollande ou Sarkozy hier, la France a toujours participé et financé des crimes contre l'Humanité, le 1er étant la colonisation israélienne de la Palestine, comme l'ONU le définit parfaitement.

Des liens politiques et donc économiques, comme ceux que la CGT dénonce entre les dirigeants et le patronat français, qui investit aussi dans les colonies illégales israéliennes en Palestine occupée.

Chers amis et camarades, à l'aube de cette nouvelle année 2023, de grandes batailles sont à mener contre les destructeurs de nos conquêtes sociales et démocratiques mais aussi de batailles pour la paix, mais pour une paix juste. L'OTAN, l'Union européenne, la France, les mêmes qui arment et soutiennent militairement et politiquement l'Ukraine, arment et soutiennent aussi l'Etat colonial israélien, l'occupation illégale israélienne, contre un peuple colonisé, un peuple occupé, un peuple assiégé mais toujours debout et résistant.

Chers amis et camarades, dans l'immédiat je vous invite à signer, si vous ne l'avez pas encore fait, la pétition de l'"Initiative Citoyenne Européenne", portée en France par plus de 30 organisations dont la CGT

Je vous invite également à soutenir l'exigence de libération de Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier politique en France depuis 38 ans parce que militant de la cause palestinienne.

L'AFPS vous invite aussi à poursuivre la campagne du comité de soutien à notre compatriote avocat franco palestinien, Salah Hamouri, qui a été expulsé de sa terre natale palestinienne et déporté en France ce 18 décembre. Il faut obtenir désormais que Salah puisse retourner vivre avec sa famille, là où il est né et travaille, à Jerusalem. Nos élus, comme les médias, doivent être interpellés sur cette situation, que l'ONU même a dénoncée.

Enfin, je vous invite à porter ensemble cette exigence de sanctions tant qu'Israël ne respectera pas le droit international, dans le cadre en particulier du mouvement international et pacifique du BDS. Travaillons ensemble à ce que la CGT suive la voie de la Confédération Norvégienne des Syndicats qui a voté, lors de son congrès national du 3 juin dernier, le soutien au boycott international d'Israël. Ce serait faire honneur aux pages d'histoire anticoloniale de la CGT. Le boycott est non seulement un droit mais surtout un devoir ! Le peuple palestinien nous le demande depuis presque 20 ans, tout comme le demandent aussi les anticolonialistes israéliens. Le boycott a contribué à la chute de l'apartheid en Afrique du Sud, il doit aussi contribuer à la chute de l'apartheid israélien.

Enfin, je voudrai rappeler ici les paroles du Secrétaire Confédéral de la CGT, Philippe Martinez, le 12 octobre dernier *"J'étais coincé, pas tout seul d'ailleurs, à Naplouse, parce que l'armée israélienne entoure la ville. Et donc j'étais obligé de me faufiler cette nuit pour échapper aux balles et aux militaires israéliens. J'ai atterri ce matin, je suis venu dès que j'ai pu, soutenir les grévistes"* (il s'agit des grévistes des raffineries). Philippe Martinez a ajouté : *"Je n'ai pas l'habitude d'avoir 2 militaires qui vous mettent en joue"*. La délégation de la CGT a été écourtée et, fait aussi scandaleux, Israël s'est permis de refuser à la délégation, l'entrée au territoire palestinien de Gaza. Il serait donc juste qu'à minima, la CGT coupe tout lien avec le syndicat israélien qui s'appelle la Histadrut, organisation sioniste créé en 1920 qui exploite et tire profit maximum des travailleurs palestiniens contraints de travailler en Israël ou dans les colonies illégales.

Pour conclure, je vous informe qu'à partir de demain et pendant 10 jours, démarre une campagne internationale de solidarité avec tous les prisonniers politiques palestiniens, pour leur libération, en particulier celle d'Ahmed Saadat, Secrétaire Général du Front Populaire de Libération de la Palestine.

Notre association s'engage dans cette campagne et sollicite votre participation par une photo de votre assemblée avec des affiches et des slogans pour la libération des prisonniers et plus largement de la campagne BDS.

Merci pour votre écoute et d'avance pour votre participation.

Vive la solidarité internationale et vive la Palestine !